

## SÉNAT: FRANCE Ô

# La commission tente de rassurer

**Les membres de la commission sur l'avenir de l'audiovisuel public assurent que le passage de la chaîne des outre-mer sur le numérique serait « une chance et une opportunité » pour rendre plus visibles les outre-mer.**

L'avenir de France Ô, la chaîne des Outre-mer, s'est invité hier au Sénat. La délégation aux Outre-mer du Sénat a auditionné, comme son homologue de l'Assemblée nationale la semaine dernière, la direction de la chaîne ainsi que le collectif de salariés « Sauvons France Ô ». Nouveauté cette fois-ci, les membres de la commission de concertation chargée de réfléchir sur la réforme de l'audiovisuel public étaient aussi interrogés publiquement pour la première fois, et à leur demande. Mais étrangement, Catherine Smadja qui avait fait cette demande, n'est pas venue sans prévenir, ce qui a été très mal perçu par le Sénat.

Les sénateurs ont profité de cette matinée pour faire part de leurs inquiétudes. D'autant que les propos du président de la République Emmanuel Macron la semaine dernière qui jugeait « le doublon ridicule » entre les 1ère et France Ô, n'ont fait qu'amplifier les craintes », a constaté le sénateur de Saint-Barthélemy, Michel Magras, qui précise que « notre inquiétude,

c'est qu'on ne connaît pas le contenu du projet. Nous ne savons pas à quel moment la décision sera prise. » La commission de concertation assure que rien n'est encore décidé. « La consultation est totalement ouverte », assure Frédéric Lenica. L'idée à la fin, c'est que la visibilité de l'outre-mer, et notamment en métropole, soit plus assurée demain qu'elle ne l'est aujourd'hui. »

### Le manque de visibilité de France Ô

Mais ce n'est pas la perception du sénateur: « Nous avons le sentiment que les décisions sont d'ores et déjà scellées prévoyant une bascule de FÔ de la TNT sur le numérique et concomitamment des moyens renforcés annoncés pour les antennes locales en vue de davantage de décrochages sur les grandes chaînes publiques. »

Le président de la délégation Michel Magras qui « souhaite que

notre audiovisuel public parvienne à dépasser le stade de la carte postale paradisiaque ou des images de catastrophes pour rendre compte plus exactement de nos outre-mer et de toute la richesse et l'ouverture sur le monde qu'ils apportent à notre pays ».

Les interventions des sénateurs ont aussi montré le manque de visibilité de France Ô. Ainsi une sénatrice de la région parisienne, dont le père est pourtant martiniquais, a reconnu: « J'ai un peu honte parce que moi, je ne connais pas France Ô. »

Mais les deux membres de la commission présents étaient là pour rassurer. « Il n'y a pas d'inquiétude à avoir », assure Isabelle Giordano. On est en train de réfléchir. » Et le rapport d'étape que doit rendre la commission mi-juillet ne fera « qu'esquisser différents

scénarios ». Elle voit le passage probable de France Ô de la TNT vers le numérique comme une possibilité de « démultiplier les capacités d'information d'un média public. Il faut voir le numérique comme une chance et une opportunité. » Pour Frédéric Lenica, il s'agit de voir « comment on parvient à une exposition meilleure de l'outre-mer sur les antennes nationales ». Mais ils répètent qu'il n'est pas question de supprimer France Ô, simplement de « faire évoluer la chaîne en lui donnant plus de force ».

C'est finalement le sénateur En Marche de Guadeloupe, Dominique Théophile, qui a apporté les informations que n'avaient pas ses collègues. Il affirme lui aussi qu'il n'est « pas question de supprimer France Ô » mais de la basculer sur le numérique. Surtout, ces bouleversements ne devraient pas in-



**L'avenir de France Ô, la chaîne des Outre-mer, s'est invité hier au Sénat.**

tervenir avant l'année prochaine. Pour lui aussi, l'enjeu est d'apporter davantage de visibilité des sujets ultramarins sur les grandes chaînes nationales, en échange du

basculement de France Ô. Michel Magras est sceptique: « On nous a souvent promis, on ne la trouve toujours pas. »

**Serge MASSA**